

Ces rencontres avaient pour objectif de questionner et valoriser les démarches impliquant des non-professionnels dans les processus de création. Elles ont été conçues autour de quatre problématiques : *Quelles implications esthétiques ? ; Vers une transformation des modes de production artistiques et culturels ? ; Projets participatifs : une réponse à des enjeux socio-économiques ? ; Et après ? impacts et évaluation.* Ces Rencontres ont été organisées par l'Association A Double Sens, en partenariat avec Arcadi et la Maison des Métallos. Les actes ont reçu le soutien financier de la Fondation Réunica.

Des démarches qui interrogent le statut de l'œuvre, de l'artiste et du spectateur.

Comme tout travail artistique, les créations participatives et interactives naissent de singularités. Il n'y a ni parcours ni motivation identique. Ainsi existe-t-il une grande diversité de profils d'artistes qui travaillent sur les notions de participatif et d'interactif. Certains artistes interrogent les dispositifs frontaux ou travaillent sur l'écho que produisent les grands textes littéraires sur les histoires personnelles quand d'autres y viennent par le hasard d'une commande. Ces différentes approches, qui naissent rarement d'une volonté d'engagement politique, se traduisent par des processus de création et des restitutions très hétéroclites qui ne permettent pas de parler de courant esthétique d'autant qu'aucun texte ne fédère ces artistes. Les questions de terminologie se posent constamment, les points de vue divergent sur la nécessité de "faire œuvre" ou de rendre compte d'un processus. Certains artistes mènent ce type de travaux de manière ponctuelle, d'autres s'y consacrent pleinement mais chacun s'accorde à dire qu'elles nourrissent leur pratique personnelle et questionnent leur statut dans la société. Les pratiques interactives, peu présentes pendant les rencontres, semblent moins inscrites dans des processus sociétaux. Elles se conçoivent et se réalisent souvent uniquement par l'artiste et l'implication du spectateur est plus légère que pour les pratiques participatives. Les co-crétions se multiplient mais souffrent encore des modes de classification institutionnels auxquels elles ne correspondent pas. La traditionnelle séparation culturel/socioculturel, avec son lot de mépris, est encore très prégnante.

Des pratiques hybrides dont la production complexe ne trouve pas d'appui institutionnel adapté.

Les projets participatifs sont particulièrement fragiles : ils peinent à trouver des modes de financement adaptés et supposent souvent une pluralité de partenaires, ce qui complexifie autant que cela enrichit ces projets. Les financements grâce auxquels ils parviennent à exister ne sont pas adaptés à leur réalité temporelle, territoriale et humaine. Beaucoup de ces démarches s'inscrivent dans la durée et ne trouvent de financements que par projets alors que ce sont bien des processus qui sont mis en œuvre. Il faut convaincre les financeurs de soutenir des expériences dont on ne peut attester du résultat et qui manquent souvent de visibilité.

De plus, réunir dans un même projet des partenaires issus de secteurs professionnels différents présente plusieurs difficultés. Ils ne parlent pas le même langage, ne partagent pas toujours les mêmes objectifs, ne travaillent pas sur les mêmes temporalités et n'ont pas nécessairement la même relation aux autres. Pour faciliter ce travail d'équipe il semble nécessaire que ces différents acteurs se rencontrent en amont du projet, voire par le biais de formations conjointes. Bien connaître l'autre et définir clairement les rôles permet d'anticiper les difficultés et de maintenir un équilibre dans le partenariat. La complexité dont relèvent ces pratiques serait quelque peu atténuée si la mise en réseau, la mutualisation des moyens et le partage d'expériences étaient plus systématiques. Des modes de production restent à inventer qui comprendraient des financements alternatifs, pluriels et pérennes. Une meilleure reconnaissance par les institutions est évidemment souhaitable et pourrait inciter les financeurs privés à s'intéresser à ce type de démarches.

Des pratiques qui visent une inscription dans un cadre sociétal

La participation de non-professionnels à la création et la constitution de partenariats hybrides contribue à faire bouger les lignes des représentations. En effet, elle permet aux professionnels d'être mis en contact avec d'autres manières de faire qui enrichiront leur pratique et aux participants d'engager une réflexion sur des sujets de société qui les touchent de près ou de loin. Au cœur de ce travail se trouvent donc les notions de rencontre et d'ouverture. La mise en représentation du monde et l'acquisition de moyens d'expression combinée à la prise en compte de leur parole prépare les participants à une plus grande implication dans la vie publique. Pour certaines personnes fragilisées, une expérience artistique participative peut permettre de révéler ou réveiller des compétences et contribuer à leur reconstruction personnelle et sociale. Encore peu considérées par les pouvoirs publics, ces initiatives peuvent constituer des outils efficaces pour le "vivre ensemble". Mais elles se heurtent à des conceptions encore sectorisées qui constituent un frein important à leur développement.

Internet a constitué un accélérateur de ce mouvement de prise de parole individuelle et collective, hors des institutions politiques, journalistiques ou culturelles habituelles : la possibilité de produire soi-même des contenus et de les diffuser très largement permet d'échapper aux verticalités et de préparer une participation citoyenne, dans laquelle chacun trouve sa place.

Des expériences qui laissent des marques

Comme toute expérience qui produit un déplacement et une prise en compte des personnes dans leur singularité, les pratiques participatives marquent durablement les participants. Pour certains elles ont été un levier qui leur a permis de se reconstruire, pour d'autres une expérience amusante qui a fait naître des amitiés. Plus encore que pour les formes canoniques du monde culturel, il est très difficile de mesurer leur apport pour chacun et d'imposer des critères d'évaluation. Cette question de l'évaluation se pose régulièrement sans trouver pour l'instant de réponse.

L'absence de critères d'évaluation acceptés par les professionnels de la culture rend plus difficile l'adéquation des dispositifs de subvention aux projets : les porteurs de projet doivent souvent les maquiller pour répondre aux critères d'évaluation trop restrictifs et souvent trop quantitatifs, imposés par les institutions.

Toutes les expériences ne sont évidemment pas concluantes et analyser leurs écueils permet de mieux anticiper les risques pour de futurs projets. En effet, faire émerger des paroles, exposer des personnes au regard de tous comprend des risques pour les participants, d'autant plus lorsqu'ils sont fragilisés. La place d'un artiste n'est pas non plus d'apaiser la population et de régler les problèmes sociaux. Le surgissement dans la sphère publique de la parole des personnes marginalisées peut se révéler *a posteriori* très "encombrante" pour les décideurs politiques. Prendre en compte ces risques en amont et préparer un suivi après le projet, notamment en passant le relais à des équipes sur le terrain, plus à même de mener un travail sur le long terme, semble indispensable.